

LES CAHIERS DU CERCLE DUCLOS



Notre projet économique et social

- *En finir avec le capitalisme parce qu'il n'est pas réformable et ne peut être moral de par son essence même qui est la recherche du profit maximum immédiat.*
- *Construire un vrai socialisme en respectant intégralement les principes fondateurs qui le définissent mais en adaptant leur application aux conditions, à la culture et à l'histoire de notre pays.*

Les indispensables quatre sorties

Si la sortie de l'U.E., de l'OTAN, de l'Euro sont autant de conditions nécessaires à la mise en place d'une politique économique et sociale novatrice et juste, ces trois sorties ne sauraient régler à elles seules les problèmes graves et vitaux auxquels la France est confrontée. Il est illusoire de croire que le retour en arrière vers le «*capitalisme de papa*» façon «*trente glorieuses*» est une solution.

En effet, le capitalisme d'alors était le père du capitalisme d'aujourd'hui, son évolution actuelle vers la financiarisation et la mondialisation était inscrite dans ses gènes. «*Les mêmes causes produisent les mêmes effets*» donc, en admettant que ce retour vers le passé soit possible, nous nous retrouverions inéluctablement – et ce sans doute beaucoup plus rapidement que dans l'histoire passée – dans la situation actuelle !

L'exemple du «*Brexit*» nous montre déjà les limites des sorties incomplètes : la Grande-Bretagne n'est sortie que de l'U.E. et n'était jamais entrée dans la Zone Euro, mais elle est restée dans l'OTAN et son système économique l'inféode complètement aux intérêts U.S.... Ce qui la met – au même titre que la France macronisée – en danger, y compris de se retrouver mêlée à une guerre nucléaire à laquelle le peuple britannique n'a aucun intérêt.

A l'ère des multinationales dont la puissance dépasse celle des États et dont la stratégie vise à la destruction des nations souveraines, il est illusoire de croire que laisser de tels monstres avoir une quelconque influence sur les décisions des peuples est acceptable.

C'est pourquoi nous estimons que la sortie du capitalisme est indispensable tant pour assurer la mise en place d'une politique économique et sociale favorable au monde du travail et la financer que pour faire que l'expression démocratique de notre peuple souverain puisse être pleine et entière et respectée dans tous les cas.

Par ailleurs, le paradigme fondateur du capitalisme est incompatible avec une quelconque morale humaniste, comme d'ailleurs avec la morale chrétienne. Moraliser le capitalisme est impossible car cela signifierait s'opposer en permanence à son principe fondateur – une impossibilité du fait de la concentration de plus en plus forte du capital dans des mains de moins en moins nombreuses qui aboutissent à créer des empires économiques mondiaux plus puissants que les nations.

Le socialisme que nous voulons

Pour notre part, nous restons totalement attachés à la définition marxiste du socialisme et ce dans son intégralité, à savoir «*la propriété collective des grands moyens de production et d'échange*».

Tous les mots sont ici importants, et en particulier l'adjectif «*grand*»... Plus encore que par le passé, du fait de la concentration du capital, cette limitation aux seules grandes sociétés capitalistes est un élément majeur de rassemblement de tous ceux qui ont intérêt, qu'ils en soient conscient ou pas, à la fin du système capitaliste.

En effet, aujourd'hui les propriétaires des PME et PMI en sont plus que les gérants «*libres*» de leur banque, laquelle est liée étroitement au système financier international dominé par les «*1%*». Ce qui signifie que, loin d'être «*maîtres à bord*» de leur entreprise, ils sont les otages du système, que le dit système peut les détruire à volonté soit en leur coupant les découverts sans lesquels ils ne pourraient continuer leur activité, soit – lorsque ces entreprises sont les sous-traitants de grands groupes – en procédant à une énième délocalisation...

Parce que sauf un exemple isolé – la Tchécoslovaquie – le «*socialisme réel*» n'a réussi à naître (et, hélas, failli à se pérenniser, sauf à Cuba) que dans des pays arriérés ne disposant pas d'un vaste tissu de PMI-PME, l'importance de cet adjectif n'est pas apparue et n'a pas fait partie intégrante des politiques économiques menées par ces nations, jusqu'à être de fait oublié...

Nous nous refusons à commettre la même erreur. Si l'ensemble des grands moyens de production et d'échange doit impérativement être collectivisé, soit par la nationalisation, soit par la confiscation (si les groupes en question ont bénéficié de passe-droits ou escroqué de l'argent public), il est hors de question de nationaliser les PMI et PME et encore moins les petits commerçants et artisans. Au contraire, dans le cadre des activités de stimulation économique qui relèveraient d'une banque publique unique, ces entrepreneurs privés devront trouver l'accompagnement nécessaire au développement de leur activité. Nous reviendrons plus avant d'ailleurs sur la question du rôle de la politique gouvernementale envers les PMI-PME, les artisans et les petits commerçants, notamment en matière de cotisations sociales.

En aucun cas, bien entendu, les biens de consommation, le logement et autres propriétés n'ayant aucun rapport avec les moyens de production et d'échange ne sauraient être concernés par l'appropriation collective ! Cela n'a d'ailleurs jamais été le cas dans les pays socialistes aujourd'hui disparus. On note même par exemple que de tels biens étaient insaisissables au regard du droit soviétique ! Le reste est – mais doit-on en être surpris – un mensonge de la propagande capitaliste.

Le socialisme est la seule organisation sociale susceptible de garantir une démocratie véritable

Depuis fort longtemps, les puissances d'argent ont directement ou indirectement biaisé l'expression démocratique, que ce soit par la propagande d'une presse aux ordres leur appartenant ou par la corruption du monde politique. Cette situation s'est dramatiquement aggravée avec l'apparition de structures politiques supranationales comme c'est le cas avec l'U.E..

Dans les faits, c'est en réalité la Commission Européenne qui dicte aux États la politique qu'ils doivent suivre en particulier dans le domaine économique et social et le «*parlement européen*» ne dispose pas réellement du pouvoir. Il suffit de constater combien la pratique du «*lobbying*» et les risques de corruption qui en découlent se sont développés, tant à Bruxelles qu'à Strasbourg, pour que l'on puisse légitimement douter que les eurodéputés et la Commission agissent majoritairement dans l'intérêt et suivant la volonté des peuples et non selon les intérêts privés de grandes firmes et institutions financières diverses.

Pire encore, avec la guerre en Ukraine, la présidente de la Commission, Von der Leyen, s'est permis – ce qui équivaut à un coup d'État – de décider de diverses sanctions et censures envers les intérêts de la Russie et même de spolier des ressortissants de cet État (quoi qu'on puisse penser de ces derniers) ce qui est manifestement de sa part un abus de pouvoir en regard même des textes qui régissent le fonctionnement de l'U.E. Quant à cet autre structure multinationale qu'est l'OTAN, elle n'est que le bras armé destiné à fournir des suppléments à la puissance militaire des USA (dont la population n'accepte plus volontiers que ses G.I.s meurent dans des opérations militaires lointaines) et, contre la volonté majoritaire de notre peuple et sans même que le parlement soit consulté conformément à notre constitution, nous entraîne vers une guerre qui pourrait devenir d'anéantissement nucléaire, tout cela au nom des intérêts de la super-puissance militaire du capitalisme financier mondialisé.

Si on veut que la volonté du peuple soit en toute circonstance préservée, il faut donc non seulement sortir des organisations supranationales imposées par les intérêts des seuls grands capitalistes mais adopter une organisation sociale et économique qui ne permette plus en aucun cas que des puissances économiques puissent avoir – à travers la puissance de l'argent – le pouvoir de se substituer à la volonté de la majorité des citoyens.

Il faut donc fixer une limite compatible avec la préservation d'une vraie démocratie à la puissance économique des personnes privées qui ne doit en aucun cas être équivalente et encore moins supérieure à celle de l'État. C'est pourquoi la sortie du capitalisme est indispensable pour imposer une démocratie véritable.

La transition vers un socialisme à la française

• Suppression immédiate, totale et définitive des opérations boursières et fin des sociétés anonymes et par actions

Il s'agit d'en finir immédiatement avec la spéculation financière et de briser les liens avec la finance internationale. Les grandes sociétés par actions seront en outre soit nationalisées avec indemnisation des propriétaires s'il ne peut être relevé contre elles des affaires de détournement de fonds publics, de corruption,...etc., soit de confisquées purement et simplement au profit de l'État dans les autres cas.

Les profits autrefois réalisés par ces sociétés devenues propriétés collectives seront désormais affectés :

1. A l'amélioration des revenus de leurs salariés
2. A l'amélioration des conditions de travail du salariat et à une forte réduction du temps de travail destinée à l'éradication du chômage
3. A financer une baisse significative des impôts pour les salariés et plus généralement les couches moyennes
4. A financer la baisse des cotisations sociales des TPE, PME et PMI leur permettant de redévelopper leur activité, de retrouver une capacité d'autofinancement et de satisfaire aux normes de la grille salariale par branche obligatoire qui sera mise en place en concertation avec les syndicats de salariés.
5. A moyen terme, ces profits devront aussi servir à l'élimination totale de toute forme d'imposition indirecte, pour ne laisser subsister dans un premier temps que des impôts directs sur le revenu.
6. A long terme, il est envisageable qu'ils permettent de se substituer totalement à l'impôt.

• Réindustrialiser, produire en France et instaurer un protectionnisme intelligent

Au-delà de la souveraineté politique, il faut assurer à notre pays une souveraineté économique qui permette que la souveraineté soit une réalité concrète et non une inscription sans portée réelle dans un texte constitutionnel.

Tant pour en finir avec le chômage que pour permettre à la prospérité de revenir dans notre pays, il est indispensable de

réparer les énormes dégâts occasionnés par le mondialisme capitaliste et son cortège de fermeture d'entreprises et de délocalisations. Une politique de réindustrialisation doit être mise en route afin que tout ce qui peut être produit sur notre sol le soit à suffisance tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Il en est de même dans le domaine agro-alimentaire. Il faudra toutefois éviter deux écueils majeurs dans le cadre d'une telle politique :

1. la tentation de l'autarcie intégrale qui est une dangereuse illusion et l'imposition de droits de douane sur des marchandises qui ne peuvent être produites sur notre territoire national en quantité et (ou) qualité suffisante. Par contre des droits d'entrée très élevés pourront être imposés à des produits étrangers dont les équivalents exacts existent dans la production française. C'est ce que nous qualifions de protectionnisme intelligent. Nos concitoyens ne doivent en effet pas se voir privés et contraints à une quelconque austérité. De plus, des accords internationaux à mutuels avantages devront être passés avec tous les pays qui le désireront en favorisant d'ailleurs une forme de troc plutôt que des échanges monétaires, par exemple matières premières contre produits industriels français finis ou transferts de technologie...
2. La croyance dans la possibilité de réindustrialiser en montant des usines conformes techniquement à celles que le capital a fermées. Il faut se souvenir que les premières délocalisations dans la deuxième moitié des années 70 correspondaient au constat par le grand patronat d'alors qu'il lui revenait moins cher de délocaliser dans le tiers monde où les salaires et les conditions de travail comme les règles sanitaires et de sécurité étaient d'un niveau inférieur, lui permettant des profits plus élevés, mais aussi d'éviter de coûteux investissements de modernisation en continuant de «faire suer le burnous» – ce que n'acceptait pas une classe ouvrière française encore forte et bien organisée. Dans la France socialiste que nous voulons, l'accent devra au contraire être mis sur une productivité la plus grande possible pour satisfaire les besoins de notre population mais une productivité fondée sur l'utilisation de la technologie et non l'exploitation des êtres humains ! Cela exigera de plus en plus de travailleurs qualifiés et de moins en moins de personnel d'usine sans qualification dont les fonctions seront prises en charge par les machines.

• Une nécessaire planification

Contrairement aux dires de la propagande réactionnaire, ce n'est pas le caractère public d'une entreprise ou le fait que ses salariés bénéficient du statut de fonctionnaire ou assimilé qui crée de la bureaucratie et un manque de réactivité, mais la taille de la structure...

Insupportables et inadmissibles pour les petites choses du quotidien, ce type de défauts – qu'il faut combattre bien sûr – n'a pas le même impact sur un projet à 10,15, 20, 25 ans ou plus. C'est pourquoi une planification de l'économie impliquant de très gros investissements à moyen et long terme ne sera pas affectée de manière sensible par une certaine lourdeur et que le côté positif qui existe dans une rationalisation des choses à travers une planification l'emportera toujours sur les inconvénients liés aux grosses structures.

Bien entendu, les plans devront être sérieusement élaborés, avec la participation active des représentants de ceux qui seront chargés d'en appliquer concrètement les dispositions, afin que la vision globale que peuvent avoir des planificateurs soit corrigée par ceux qui sont confrontés au quotidien avec les problèmes... On évitera ainsi, par exemple, de produire des véhicules sans penser à la nécessaire production de pièces de rechange ! (exemple historique : les introuvables es- suie-glaces de rechange des Lada en URSS).

A contrario, l'existence de nombreuses TPE, PMI et PME «à taille humaine», non soumises au plan, mais capables d'une très forte réactivité sera un élément de réussite pour l'économie nationale en donnant la possibilité de pallier rapidement à un besoin imprévu, aux problèmes du quotidien.

• Une échelle nationale des salaires, un vrai respect des qualifications

Les TPE, PMI et PME devront accepter une sorte de contrat social. En échange d'une baisse, voire à terme d'une disparition des cotisations sociales, du soutien de la Banque de France pour les aider à développer leurs activités, elles devront se plier sans réserve à l'application d'une grille nationale des salaires garantissant à tous les salariés une rémunération décente pour ce qui est du salaire minimum et correspondant par ailleurs à une échelle de qualification par branche. Elles devront aussi scrupuleusement respecter les normes en matière de conditions de travail, d'horaire et d'effectif.

Le socialisme n'est pas le nivellement par le bas !

Il faut en finir avec la pensée gauchiste sur ce plan qui relaie dans les faits la propagande réactionnaire. Le communisme est notre objectif final, mais le socialisme n'est pas le communisme où la production est devenue suffisante pour autoriser la prise au tas, et donc la disparition de la monnaie et l'évolution progressive, naturelle et non contrainte des individus permettant selon les mots de Karl Marx «le remplacement du gouvernement des hommes par l'administration des choses»...

Le socialisme a, lui, pour but de rémunérer les individus en fonction de leur apport à la société. Dans ces conditions, les différences de rémunération fondées sur la quantité et la qualité du travail socialement utile fournir subsisteront.

En fait, en regard de ce qu'ont permis les thèses gauchistes, il y aura d'ailleurs lieu de retrouver une hiérarchie des salaires conforme aux réalités de l'appareil de production. En réalité, la «*smicardisation*» du salariat, les tassements des écarts salariaux au nom d'une pseudo justice sociale, d'un égalitarisme stupide, n'ont profité qu'au grand patronat.

Ce dernier a jeté sans aucune hésitation des miettes aux salariés les moins rémunérés sans réellement régler le problème de l'indécence des bas salaires tout en réalisant des économies faramineuses sur la masse salariale globale en rémunérant de moins en moins la qualification des salariés. Un ingénieur hautement qualifié payé très peu au-dessus d'un SMIC irrémédiablement bas, voilà le résultat des propositions gauchistes et de l'adhésion de la fausse gauche (PCF et CGT compris, hélas) à cette vision.

Nous nous refusons à fixer un plafond des salaires de manière autoritaire et universelle. Le salaire le plus haut, toutes branches confondues, de même que l'échelle des rémunérations à l'intérieur de chaque branche ne peut être que le fruit d'une libre concertation entre l'État et les syndicats, «*déjaunis*» au préalable.

- **Mise en place d'un plafonnement du développement des structures privées de production et d'échange**

Comme indiqué précédemment, il ne peut être admis que des entreprises privées atteignent une puissance économique telle que leurs propriétaires puissent influencer sur la politique de la nation et interférer d'une quelconque manière à l'encontre d'une pleine et entière souveraineté du peuple. Il faudra donc fixer une limite à la croissance d'une entreprise privée, au-delà de laquelle cette entreprise sera automatiquement nationalisée. Toutefois, le dirigeant de cette entreprise ne devra pas être «*victime de sa réussite*» pour autant. Le choix lui sera donné soit de poursuivre son activité au sein de l'entreprise qu'il a fondée comme directeur général avec un salaire supérieur à ses revenus antérieurs et l'entreprise continuera de porter son nom si telle était sa raison sociale, soit de se voir indemniser de manière honnête à la valeur réelle de son entreprise.

**Avec la fin du chômage de masse, l'État et les collectivités territoriales
feront des économies sur les prestations sociales**

Il faut comprendre que le grand capital, responsable des licenciements massifs et du sous-effectif chronique qui rend impossible l'embauche pour non seulement retrouver le plein emploi, mais aussi pour réduire de manière importante la durée hebdomadaire du travail, ne paye quasiment rien des dégâts que ses exigences en la matière occasionnent. Ce sont principalement les couches moyennes salariés, les commerçants et artisans et les PMI-PME qui se voient ponctionnés. Au-delà du chômage, il en est de même pour les aides compensatoires (RSA, prime d'activité, chèque énergie, versement exceptionnel, etc.). Avec un retour au plein emploi et un salaire minimum décent et en rapport avec les exigences de notre époque, ces dispositifs pourront disparaître, tandis que seront maintenus et augmentés à un niveau décent les prestations aux personnes dont l'état de santé ne permet pas de travailler normalement – ce qui, même avec les nécessaires augmentations de ces dernières, représenterait des dépenses bien inférieures à celles d'aujourd'hui. Bien entendu, qui dit plein emploi dit pas d'indemnisation de ceux qui chercheraient à vivre aux crochets de la société alors qu'ils ont la possibilité d'avoir un travail réel, correctement rémunéré. Cette attitude deviendrait un délit sanctionné par des peines de travaux forcés !

- **Délocalisations interdites**

Il est hors de question de continuer de permettre à des entreprises de quitter le territoire national en créant du chômage afin de réaliser des profits plus importants. Toute tentative de ce genre entraînerait automatiquement la confiscation de leurs actifs ne leur laissant que leurs dettes à charge.

- **Rétablissement de la procédure d'autorisation préalable de licenciement en cas de licenciement économique, et soumission du cas au Prud'homme en procédure de référé pour les licenciements pour faute avant qu'ils ne deviennent effectifs.**

Sachant que la Justice – y compris la Justice prud'homale – devra bénéficier très rapidement de moyens tant matériels qu'humains pour traiter les affaires, ce seront désormais les tribunaux prud'homaux qui accorderont ou non cette autorisation dans le cadre fixé par la loi et au vu des rapports de l'inspection du travail. Notons à ce propos qu'une entreprise non déficitaire ne pourra de toute façon pas licencier pour raison économique.

Le statut des fonctionnaires en matière de licenciement pour faute sera amendé de telle manière qu'il s'aligne sur le droit commun, puisque ce dernier sera devenu suffisamment protecteur pour tous.

- **Une double monnaie : Franc national et Franc international**

Ces deux monnaies sont gérées par la Banque de France. Le Franc national est une monnaie inconvertible appuyée sur la valeur travail. Elle est réservée aux nationaux et utilisable uniquement sur le territoire national. Elle sera gérée informatiquement à l'aide du futur Intranet bancaire public.

Les touristes et autres non nationaux (travailleurs étrangers en situation régulière) ne peuvent en aucun cas posséder cette monnaie interne, seul le Franc international leur est accessible. Cependant, les travailleurs et étudiants étrangers en situation régulière recevront l'équivalent des salaires et (ou) prestations en termes de pouvoir d'achat que les nationaux mais en Franc convertible.

Ce Franc International convertible – destiné avant tout aux échanges internationaux – sera soumis au marché monétaire international. Le Français désireux de voyager à l'étranger pourra acquérir du Franc international à cours forcé afin de l'avantager.

Ce système monétaire a pour avantage de permettre le contrôle des mouvements de capitaux et celui des personnes étrangères entrantes et sortantes de notre pays (rendant entre autres difficile voire impossible l'immigration clandestine).

